

envers la bonté divine (sic!) qui a bien voulu le rendre vain. »

Couvert désormais de l'autorité pontificale, Mussolini n'hésite plus à mettre en avant « la mission divine », qui lui est impartie et que le pape lui-même reconnaît.

Le geste de Pie XI est, en effet, d'une grande importance. Jusqu'à ce jour, le pape s'était montré d'une prudence et d'une réserve extrêmes vis-à-vis du chef du gouvernement fasciste, dont la récente conversion au catholicisme pouvait lui paraître entachée pour le moins de quelque opportunisme. Et, lui-même l'eût-il oublié, il n'eût pas manqué de personnages bien intentionnés dans son entourage pour lui rappeler qu'en 1904, du temps qu'il se proclamait socialiste, Mussolini écrivait : « Dieu n'existe pas ! la religion devant la science constitue une absurdité... etc. »

LA LUTTE DU FASCISME ET DU BAS CLERGE

Car, dans toute sa lutte pour s'emparer du pouvoir, le parti fasciste s'est heurté à la résistance des populaires cléricaux et même il n'a triomphé réellement qu'après s'être débarrassé de ses deux adversaires : les socialistes et les populaires. Aux élections de 1919, en effet, les socialistes obtenaient 156 sièges et les populaires 100. Or, le parti populaire avait été créé au début de 1919 à l'instigation du Vatican, qui, en lui faisant adopter un programme analogue à celui des socialistes-chrétiens, avait pour but de s'opposer, par une habile propagande dans les masses ouvrières, paysannes et petites bourgeoises, au développement du communisme.

Mussolini, s'appuyant sur les anciens combattants, combattit à la fois les socialistes et les catholiques qui s'étaient montré hostiles à l'intervention de l'Italie dans la guerre. Il flattait alors l'athéisme des garibaldiens auxquels il disait, en septembre 1919 : « J'aimerais un peuple païen qui veuille la lutte, la vie, le progrès, sans croire aveuglément aux vérités révélées, et qui méprise même les panacées miraculeuses. »

En fait, la lutte fut si vive qu'en 1922, le parti populaire, dont le chef don Sturzo était un adversaire farouche de Mussolini, prit l'initiative de demander aux groupes de gauche de former un bloc centre-gauche « destiné à défendre les libertés syndicales et politiques menacées, et à réprimer le squadrisme fasciste. »

Il est vrai, que tandis que les miliciens se livraient contre les organisations du parti populaire à des attaques à main armée et n'hésitaient pas à batonner comme de vulgaires ouvriers des

membres du bas clergé et à leur faire absorber l'huile de ricin fasciste, Mussolini prenait bien soin de rassurer le Vatican par des déclarations publiques dont la plus importante, abondamment citée par tous les historiens du fascisme, fut faite le 21 juin 1921, à la tribune de la Chambre des Députés :

« Le catholicisme, disait Mussolini, représente maintenant les traditions de Rome impériales et latines. Il y a trente ans, Mommsen notait déjà qu'on ne peut vivre à Rome sans concevoir un idéal universel; ma conviction, je l'affirme, est que cet idéal universel rayonne du Vatican. L'expansion du catholicisme dans le monde, les centaines de millions de croyants qui, de tous les points du globe, ont les regards tournés vers la papauté romaine, sont un motif d'orgueil pour tous les Italiens. »

Et, en 1922, Mussolini écrivait dans le *Popolo d'Italia* : « Le fascisme n'a point pour but d'exiler Dieu du ciel et la religion de la terre; prétention absurde des matérialistes. »

Ainsi avant même la marche sur Rome, Mussolini avait fait sa profession de foi catholique. Son premier geste, d'ailleurs, en prenant le pouvoir, fut d'offrir au parti populaire, d'être représenté dans son premier ministère, ce qu'il accepta.

MUSSOLINI CATHOLIQUE

Quelques mois après, sous l'influence personnelle de don Sturzo, le parti populaire passait à l'opposition. Dès lors, toute la politique de Mussolini consista à donner au Vatican des garanties en échange de sa neutralité vis-à-vis du parti populaire. Cette neutralité, il finit par l'obtenir, ce qui lui permit de se débarrasser de ses principaux adversaires populistes.

Un des meilleurs historiens du fascisme, Prezolini, a fort bien apprécié cette tactique : « La politique de Mussolini pendant l'année 1923, écrit-il, a consisté à se libérer du parti populaire. Il a bien compris que la clef de voûte de ce parti était le Vatican. Les masses populaires sont inattaquables prises de front. Elles ont une résistance plus forte que les masses socialistes parce qu'elles se groupent autour de leurs curés. Ceux-ci les inspirent toujours, bien qu'ils n'apparaissent pas souvent comme directement responsables. Ils sont par là même plus puissants et moins sujets à être mis en cause. Mais Mussolini a voulu montrer au Vatican qu'il pouvait être garanti en Italie par le parti fasciste mieux que par le parti populaire. De là, toute sa politique vis-à-vis de l'Eglise et du catholicisme. En retour, il a demandé au Vatican de ne plus reconnaître le parti populaire. Mais le Vatican ne

l'a satisfait qu'à demi. Il a enlevé don Sturzo au secrétariat du parti, défendu aux prêtres ayant charge d'âmes de figurer dans les associations politiques, mais il a laissé don Sturzo poursuivre son œuvre politique. Par l'intermédiaire de dirigeants laïcs, les associations populaires sont demeurées en contact avec l'Eglise. »

Quels gages Mussolini a-t-il donc donné au Vatican ?

Une preuve irrécusable de la soumission spirituelle du fascisme au Vatican, c'est l'introduction dans l'enseignement de la doctrine religieuse obligatoire. (2)

Cette réforme fut opérée par un des représentants les plus marquants de l'école philosophique spiritualiste italienne, Gentile promu par Mussolini ministre de l'Instruction publique.

On sait que l'Italie connaissait en matière d'enseignement public un régime de laïcité pédagogique. Gentile abolit par un simple décret ce régime. : « Un Etat qui se désintéresse de la religion, écrivait-il, ne mérite pas le nom d'Etat ! L'Etat italien actuel ne veut pas être areligieux. Bien plus, il ne veut pas pour religion d'une religion quelconque ; il ne peut accepter en Italie que la religion catholique, car le peuple italien a toujours été fidèle au catholicisme. Il n'a jamais permis à la foi protestante de s'installer chez lui; humbles croyants, philosophes, lettrés, artistes, la grande masse nationale, à part quelques exceptions impuissantes, est inspirée par la foi romaine. »

En conséquence, non seulement l'enseignement religieux a été rendu obligatoire dans les écoles primaires, mais encore, c'est l'autorité ecclésiastique qui a seule le droit de désigner le personnel chargé de cet enseignement.

(2) Mussolini encourage par tous les moyens la propagande catholique en Italie. C'est ainsi que nous pouvions lire dans un bulletin de propagande d'une agence officielle italienne du 2 janvier l'information suivante :

« L'emploi du cinématographe pour la propagande catholique va entrer, en Italie, dans une période de réalisation active. »

L'Institut d'éducation et d'art religieux, fondé par M. Mussolini, avec l'appui du Saint-Siège, a entrepris d'édition des films destinés à répandre, dans le peuple, l'histoire de la religion et de l'Eglise catholique. A ce point de vue, l'Institut a en préparation plusieurs films dont les principaux seront consacrés aux fêtes du Centenaire et à la vie de saint François d'Assise ; aux cérémonies de l'Année sainte à Rome ; à la vie de Jésus-Christ ; enfin aux premiers temps du christianisme à Rome. Ce dernier sera le plus important. »

Ainsi partout se retrouve ce double souci d'allier le sentiment national romain au sentiment catholique.

Et Mussolini qui aime tellement les gestes symboliques, a fait replacer sur le Capitole la Croix qui en avait été autrefois enlevée.

LA « MISSION CATHOLIQUE ET ROMAINE » DU FASCISME

En 1924, au moment des élections générales, la situation se tendit pourtant entre le Vatican et Mussolini. En effet, mené en sous-main par don Sturzo, le parti populaire profita de l'occasion pour faire campagne contre le fascisme. Mussolini donna l'ordre à ses milices de briser l'activité du parti populaire. Des sous-agents maladroits, exécutant à la lettre les instructions du duce, dévastèrent au lendemain des élections, quelques cercles populaires de la région de Brianza, saccageant au surplus les demeures des membres les plus en vue du parti. Le pape fit envoyer 500.000 liras aux victimes des exactions fascistes. Le cardinal Gasparri, secrétaire d'Etat, auquel on attribue volontiers la direction occulte du parti populaire, fut violemment attaqué par la presse fasciste et menacé. Farinacci, qui était alors secrétaire général du parti fasciste, invectiva l'Eglise, le parti populaire et osa réclamer au Vatican en termes outranciers l'éloignement de Gasparri. Mais Pie XI ayant fait comprendre qu'une telle insolence était susceptible de mettre fin aux bonnes relations qu'il s'efforçait d'entretenir avec le fascisme, Mussolini s'empressa de lui donner satisfaction et obligea Farinacci à démissionner de son poste. Il est vrai qu'en échange il obtint du Vatican l'exil de don Sturzo. Les rapports entre le Vatican et Mussolini étaient redevenus parfaitement cordiaux au moment de l'assassinat de Matteoti. Le Vatican sentant les dangers que courait le régime n'hésita pas à le couvrir de toute son autorité morale. C'est ainsi que Mgr Pizzardo, confident du pape, usa de toute son influence pour empêcher qu'une alliance ne fut conclue entre le parti populaire (le bas clergé) et les socialistes. De son côté, Mussolini prit l'engagement de poursuivre contre la franc-maçonnerie anticléricale et libérale une lutte à mort. En même temps, il acceptait de remanier son cabinet et de confier le poste de ministre de l'Intérieur au leader nationaliste Federzoni, le représentant des banques catholiques et surtout l'homme du Vatican. Depuis, malgré quelques incidents sans grande importance, on peut dire que le Vatican collabore par ses agents officieux avec Mussolini. Et Mussolini ne craint pas d'apparaître aux yeux des fidèles comme le bras séculier de la sainte Eglise catholique et romaine.

En mars de cette année, dans un discours pro-